

Construire un avenir résilient au Luxembourg

Notre pays comme le reste du monde est à la croisée des chemins, il nous apparaît pertinent d'enfin faire le bilan de décennies d'un libéralisme dogmatique qui met en péril – à court terme – notre économie et plus globalement nos modes de vie.

Le club de Rome, les rapports Meadows, l'appel des 1500 scientifiques, sont autant de rappels à notre devoir de prendre en compte, en tant que société, les limites physiques de notre environnement. Il nous appartient de cultiver notre résilience, c'est-à-dire notre capacité à résister et à nous adapter à des chocs externes (changement climatique, hausse du prix de l'énergie, appauvrissement des sols, crises économiques et migratoires).

Nous nous félicitons du fait que notre pays comptera parmi ceux qui vont respecter leurs engagements Kyoto pour 2020, mais cela n'est pas suffisant. Le Luxembourg aura montré qu'il a la capacité de diminuer ses émissions de gaz à effet de serre. Il est à présent temps de nous préparer au monde de demain. Les énergies renouvelables, l'agriculture biologique, l'écomobilité ou le tourisme éco-responsable sont autant de sources d'emplois qualifiés et de valeur ajoutée où nous nous devons d'être pionniers.

Pour cela, il nous faut rompre radicalement avec les anciennes façons de penser. Le court-termisme ne doit plus être notre horizon. Il est temps d'inventer l'avenir, pour donner à nos contemporains l'envie de s'y projeter et ainsi couper l'herbe sous le pied des mouvements populistes qui autour de nous se réjouissent de notre immobilisme.

En tant que parti progressiste, en lien avec les acteurs de la société civile, nous nous proposons de porter avec vous un projet de société qui soit visionnaire, durable, écoresponsable, fondé sur une justice sociale non négociable, et une vision de notre avenir désengorgée d'un pessimisme qui n'est ni approprié ni constructif.

Il y va de notre responsabilité historique d'être au rendez vous en tant que nation. En synergie avec nos partenaires européens, nous nous devons de mutualiser nos efforts pour défendre nos biens communs (l'eau, l'air, l'alimentation, le vivant) ainsi que nos démocraties.

Pour cela nous nous devons d'agir à tous les échelons (local, national, international) par le biais d'aides publiques et d'une fiscalité incitative, mais aussi de politiques agricoles et industrielles renouvelées et relocalisées qui prennent en compte nos écosystèmes.

C'est aujourd'hui que nous devons nous préparer et anticiper notamment nos besoins en termes de formation et d'éducation des jeunes et des adultes aux métiers correspondant à la bifurcation écologique indispensable que nous appelons de nos vœux. C'est aujourd'hui aussi que nous devons rétablir un réseau efficace de services publics de proximité. C'est aujourd'hui enfin que l'on se doit d'amener ces questions sur la place publique et dans le débat politique, pour que l'inaction et le fatalisme soient enfin surmontés.